

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

OBJET DU MARCHE PUBLIC :

**PRESTATIONS D’ACTION SOCIALE POUR LES COLLABORATEURS DE L’AGENCE
NATIONALE DU SPORT**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**Agence nationale du Sport
4-6, rue Truillot
94200 Ivry-sur-Seine
Représentée par sa Directrice générale**

SOMMAIRE

PREAMBULE 3

ARTICLE 1 – OBJECTIFS ET CIBLES DU MARCHE 3

ARTICLE 2 – CONTEXTE ET ENJEU 3

ARTICLE 2.1. : Statuts de l'Agence nationale du Sport 3

ARTICLE 2.2. : Les enjeux de l'Action sociale à l'Agence nationale du Sport 3

ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES 4

ARTICLE 3.1. Objet 4

ARTICLE 3.2. Fonctionnalité et flexibilité 4

ARTICLE 3.3 Sécurité et conformité 5

ARTICLE 4 – VOLUMETRIE 6

ARTICLE 5 – GESTION INTERNE 6

ARTICLE 5.1 Ressources humaines 6

ARTICLE 5.2 Insertion et environnement 6

ARTICLE 6 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET DUREE DU MARCHE 6

Préambule

L'Agence nationale du Sport est désignée dans le présent document sous l'appellation « L'Agence ».

La société ou le groupement d'entreprises retenu pour l'exécution du présent marché est désigné sous le terme « le Titulaire ».

ARTICLE 1 – OBJECTIFS ET CIBLES DU MARCHÉ

Le présent marché s'inscrit dans le cadre d'une consultation ayant pour objet la mise en place d'une plateforme d'action sociale permettant la dotation en subvention de l'Agence ainsi que la fourniture de bons cadeaux dématérialisés et de chèques cadeaux, pour les collaborateurs de l'Agence nationale du Sport.

ARTICLE 2 – CONTEXTE ET ENJEU

ARTICLE 2.1. : Statuts de l'Agence nationale du Sport

L'Agence nationale du Sport est le lieu d'animation d'une nouvelle gouvernance du sport, impliquant une organisation innovante au service d'une plus grande performance du service public du sport à travers deux missions complémentaires :

- La haute performance : l'Agence nationale du Sport contribuera à accompagner les fédérations sportives vers plus d'excellence dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques en plaçant la cellule athlète – entraîneurs au cœur du dispositif ;
- Le développement des pratiques sportives : l'Agence nationale du Sport est le lieu d'animation d'une nouvelle gouvernance du sport.

Selon sa convention constitutive, l'Agence est un groupement d'intérêt public placé sous la tutelle du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative. Le groupement est une personne morale de droit public associant des représentants de l'État, du mouvement sportif, des collectivités territoriales et des acteurs économiques afin de définir des objectifs et d'impulser une dynamique commune. Ce statut ne permet pas aux collaborateurs de bénéficier des dispositifs d'action sociale prévus au niveau Ministériel.

L'effectif de l'Agence nationale du Sport est composé de soixante-six emplois permanents ainsi qu'une quinzaine de contra infra-annuels (vacataires, apprentis...etc). Les collaborateurs de l'Agence peuvent être issus de corps de titulaires de la fonction publique ou contractuels. Les prestations d'action sociale de l'Agence sont ouvertes à l'ensemble des collaborateurs employés quel que soit leur statut dans les mêmes conditions (titulaires, contractuels, apprentis).

ARTICLE 2.2. : Les enjeux de l'Action sociale à l'Agence nationale du Sport

Dans une volonté de modernisation de ses services et de renforcement de son attractivité, l'Agence souhaite pouvoir proposer à ses collaborateurs une offre diversifiée et flexible de prestations d'action sociale.

Article 3 – PRESTATIONS ATTENDUES

ARTICLE 3.1. Objet

Il est attendu du Titulaire le déploiement, l'hébergement, la maintenance et le support d'une offre riche, innovante et simple d'utilisation pour les bénéficiaires, comme pour le service des ressources humaines, en charge du suivi de la prestation.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'Agence, une plateforme en ligne personnalisée d'action sociale incluant une offre de billetterie compétitive intégrant des remises et tarifs préférentiels par rapport aux prix publics pratiqués, de préférence sur les domaines suivants :

- Cinéma ;
- Parcs, loisirs, spectacles, salons, manifestations artistiques ;
- Voyages, vacances ;
- Sport ;
- Bien-être ;
- Abonnements presse et livres.

La plateforme devra proposer une offre de billetterie la plus riche possible qui couvre notamment l'ensemble du territoire national et fournit les prestations suivantes :

- L'attribution de cartes cadeaux dématérialisées directement via la plateforme ;
- La commande de cartes cadeaux et chèques cadeaux papier ;
- La mise à disposition d'une enveloppe de subvention de l'Agence sur les thématiques choisies pour ses collaborateurs. L'Agence devra pouvoir moduler à sa convenance, le montant de la subvention ainsi que ses modalités d'utilisation. Le montant de l'enveloppe sera défalqué au fur et à mesure des commandes des collaborateurs.

Les titres cadeaux fournis devront être utilisables en ligne et en magasin, dans un maximum d'enseigne garantissant ainsi un large choix d'utilisation pour les bénéficiaires. Leur durée de validité ne pourra pas être inférieure à une année.

ARTICLE 3.2. Fonctionnalité et flexibilité

➤ Fonctionnalités bénéficiaires attendues

- Un espace personnel pour chaque bénéficiaire permettant de consulter et consommer ses avantages ;
- La possibilité pour les bénéficiaires de choisir de transformer le montant partiel ou total de sa dotation en carte physique ;
- Un support technique et fonctionnel accessible aux bénéficiaires.

➤ Fonctionnalités administrateurs attendues

- Un service d'administration réservé au service des ressources humaines pour le suivi, la gestion et la communication ;
- Un système de gestion des dotations et des règles d'attribution ;
- L'ouverture et la gestion des comptes utilisateurs ;
- Des outils de paiement et de facturation intégrés ;
- Un historique des opérations et une traçabilité des actions ;
- Un support technique et fonctionnel accessible aux administrateurs ;

➤ Autres prestations attendues

Le titulaire devra également assurer :

- Une formation à destination des administrateurs ;
- La maintenance évolutive et corrective de la plateforme ;

Le Titulaire sera tenu de détailler les modalités de reports, reprises et prolongation des titres :

- Report de l'enveloppe de subvention non utilisée ;
- Modalités de remplacement des chèques et cartes cadeaux défectueux et frais associés ;
- Modalités d'opposition et de remplacement des chèques et cartes cadeaux en cas de perte ou de vol ;
- Prolongation, reprises et remboursements des cartes et chèques cadeaux non utilisés ;

➤ Délais de gestion :

Il est attendu de la part du Titulaire, le détail des délais :

- De traitement des commandes à la fois pour les administrateurs et pour les bénéficiaires.
- De réponse aux sollicitations de l'Agence sur la plateforme (notamment concernant une indisponibilité de la plateforme).

➤ Fonctionnalités supplémentaires :

Le Titulaire pourra apporter toutes les précisions qu'il jugera utile sur les fonctionnalités autres de sa plateforme.

ARTICLE 3.3 Sécurité et conformité

Le Titulaire devra s'assurer que la plateforme soit sécurisée, conforme au RGPD et puisse être personnalisée et actualisée selon les souhaits de nomenclature (action sociale et non CSE) et la charte graphique de l'Agence. Les modalités d'accès à la plateforme devront être les plus diversifiées possibles : site internet accessible 24h/24 et 7j/7 depuis un ordinateur ou un téléphone mobile et une application mobile si possible.

Article 4 – VOLUMETRIE

L'Agence n'est pas en mesure de déterminer avec précision les volumes annuels de commande mais communique dans le devis quantitatif estimatif (DQE), une estimation qui pourra être revue à la hausse ou à la baisse en fonction des contraintes budgétaires.

Cette estimation n'a pas de valeur contractuelle et n'engage pas l'Agence.

ARTICLE 5 – GESTION INTERNE

ARTICLE 5.1 Ressources humaines

Le Titulaire devra proposer un conseiller clientèle identifié et dédié au suivi de la plateforme de l'Agence.

ARTICLE 5.2 Insertion et environnement

Le Titulaire devra indiquer dans son mémoire technique les démarches adoptées en matière de protection de l'environnement ainsi que les dispositifs sociaux appliqués au sein de la société (insertion sociale, emploi de personnes handicapées, etc...)

ARTICLE 6 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET DUREE DU MARCHE

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire et l'Agence conviennent d'un moyen pour :

- Préparer l'exécution de l'accord-cadre ;
- Préciser le calendrier de déploiement des prestations ;
- Fournir toutes les informations utiles à la réalisation des prestations ;

Le Titulaire s'engage sur toute la durée du marché à :

- Respecter les délais contractuels ;
- Maintenir un service conforme aux exigences fonctionnelles et techniques ;
- Assister les utilisateurs et administrateurs ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données.

La mise en œuvre de chaque étape des prestations telle que décrite au sein des articles du présent CCTP devra être validée, en amont, par l'Agence nationale du Sport comme préalablement décrit pour chacune des prestations.

Les prestations font l'objet d'un accord cadre à bons de commande. Les bons de commande, pourront être émis en fonction des besoins et jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration du marché, le Titulaire s'engage à :

- restituer dans un délai de 30 jours, l'ensemble des données traitées dans un format ouvert et interopérable ;

- procéder à la destruction de l'ensemble des données personnelles dont il a eu connaissance dans le cadre du présent marché. Cette obligation est élargie aux données transmises à des tiers (partenaires commerciaux).

Un certificat de ladite destruction devra être adressé par l'ensemble des parties prenantes.